

Si l'UDC avait rêvé

L'édito

Ariane Dayer
Rédactrice
en chef



La chambre d'ami pourrait faire l'affaire. Ou l'étage du bas, qui a une salle de bains. Il suffirait d'un peu de rangement, de quelques règles, et ce serait possible, oui, d'accueillir des Syriens à la maison. Cette semaine, de très nombreuses familles suisses ont eu cette discussion. Une étincelle s'est allumée dans les consciences, on veut agir. La vague de solidarité est confirmée par les œuvres d'entraide, surchargées d'appels. Un très bel élan.

Qui soulève, du coup, une interrogation: quel effet cela aura-t-il sur les élections fédérales du 18 octobre? La générosité ambiante va-t-elle lever un raz-de-marée anti-UDC? Ou, au contraire, l'anxiété créée par les images d'afflux de réfugiés donnera-t-elle davantage de voix au parti? A première vue, celui-ci n'aurait pas pu rêver mieux: lui qui avait pour projet de forcer les autres formations politiques à courir après ses idées sur l'asile, voilà qu'il n'a même plus besoin d'en formuler, le débat prend tout seul. On ne parle que de ça.

On peut très bien donner 100 francs à la Chaîne du Bonheur mention «réfugiés» et, en même temps, préparer son bulletin de vote UDC

Difficile de voir clair sur les conséquences électorales du drame des migrants. D'abord parce que chaque citoyen est profondément partagé. La générosité d'aujourd'hui n'est pas une porte ouverte sans condition. Souvent, le débat né dans les familles s'est enlisé lorsqu'il s'est agi de parler de durée: accueillir des réfugiés, chouette si c'est pour trois mois, mais si ça dure cinq ans? Et puis l'UDC est maligne, à part quelques dérapages isolés, elle reconnaît que les Syriens doivent être aidés.

Surtout, rien n'est complètement tranché. On peut très bien donner 100 francs à la Chaîne du Bonheur mention «réfugiés» et, en même temps, préparer son bulletin de vote UDC. Un acte peut même reconforter l'autre, le dédouaner.

Plus profondément, il n'est pas certain que l'actualité des migrants ait une réelle influence. Depuis vingt ans, les Suisses semblent camper sur leurs positions. Les scores électoraux des partis frémissent, fondent légèrement d'un côté, enflent à peine de l'autre, mais rien de révolutionnaire ne se produit. L'actualité du monde glisse sur nos échinés comme l'eau sur les plumes du canard. Elle passe, rien ne bouge. Nous sommes devenus des citoyens «amphibies», pas dérangés, mais pas vraiment concernés. Le secret de notre stabilité, semble-t-il. Il est des stabilités angossantes. Lire en pages 2-3

ariane.dayer@lematindimanche.ch

La Suisse citoyenne se

Réfugiés Des centaines de Suisses se mobilisent pour les migrants. Leurs possibilités

Camille Krafft et Dominique Botti
camille.krafft@lematindimanche.ch
dominique.botti@lematindimanche.ch

Plus de trois cents. C'est le nombre de messages reçus par le photographe vaudois Petar Mitrovic en moins de 24 heures, nuit comprise. Au saut du lit, vendredi matin, il a dû se frotter les yeux: son appel à l'aide en faveur des exilés syriens passant par Belgrade, diffusé via le réseau social Facebook, a suscité un nombre de réponses dépassant largement ses espérances. Sur sa messagerie, des promesses de dons (espèces, nourriture ou vêtements), mais également cette supplique, qui tourne aujourd'hui en boucle dans la tête de beaucoup de Suisses: «Dites-moi ce que je peux faire.»

Petar Mitrovic n'a pas la réponse pour tous les autres, mais lui sait désormais ce qu'il a à faire: ouvrir un compte en banque, organiser la collecte des dons en nature, obtenir les autorisations, et partir avec une, deux ou trois camionnettes vers son pays d'origine, qu'il a fui à pied avec sa famille lorsqu'il avait 11 ans. «Si des gens ne m'avaient pas aidé à ce moment-là, je ne serais pas en train de vous parler aujourd'hui.» Son action est notamment soutenue par le célèbre Lausannois Toto Morand, patron de deux boutiques de chaussures et candidat au Conseil d'Etat en 2012, qui fournit un local de stockage et... «une centaine de paires de pompes» – tout en soulignant la nécessité d'intervenir là où les conflits ont lieu, notamment au Yémen.

S'engager, oui, mais sur le long terme

Les réfugiés que l'on voit ces jours dans nos médias ont beau boudier la terre helvétique et l'ensemble de la classe politique rester muette en ce début de campagne électorale, le décalage eulieu. Et il ne touche pas que les Syriens, mais l'ensemble des réfugiés. La Chaîne du Bonheur, qui a lancé une action en leur faveur en début de semaine, a déjà récolté 2,5 millions de francs. «La Suisse humanitaire se réveille, c'est formidable, grandiose, exulte Stefan Frey, porte-parole de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). On n'arrive plus à répondre à tous les téléphones de personnes qui veulent agir.» Même constat à l'Etablissement vaudois d'accueil des migrants (EVAM), à Caritas et à la Croix-Rouge (CRS), où l'on est parfois un peu emprunté. «On explique aux gens qu'en Suisse la situation est sous contrôle, et qu'il n'y a pas d'urgence au niveau de la nourriture ou des vêtements, précise Beat Wagner, porte-parole de la CRS. Nous avons besoin de personnes qui s'engagent à long terme, pas d'actions ponctuelles.»

S'engager à long terme, oui, mais pour faire quoi si les requérants sont déjà pris en charge? Tous les connaisseurs de l'asile répètent cette évidence: lorsqu'on arrive dans un pays inconnu après un périple éprouvant, et qu'on a tout laissé derrière soi, rien ne remplace le contact humain. Pour l'EVAM, accueillir un réfugié à la maison est ainsi «le meilleur des tremplins d'intégration», selon Evi Kassimidis, porte-parole de l'établissement. Et, si les conditions pour devenir une famille d'accueil, telles que listées sur le site de l'OSAR, paraissent trop restrictives à certains, qu'ils se rassurent. «Les critères se discutent, selon Stefan Frey. Un WC séparé peut par exemple suffire, même s'il n'y a qu'une seule salle de bains. Mais, vu que les gens s'engagent pour six



Plusieurs manifestations en faveur des réfugiés ont eu lieu cette semaine, comme hier à Zurich, où le rassemblement pacifique de 3000 personnes a été émaillé d'accrochages. La police a fait usage de balles en caoutchouc contre une partie des manifestants. Dominic Steinmann/Keystone



A Epalinges (VD), les bénévoles de l'association GAMEP multiplient les liens avec les migrants. Dom Smaz

S'engager Tout ce qu'on peut faire en Suisse pour venir en aide aux réfugiés

1 Héberger Outre le projet de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (sur www.osar.ch), qui permet à des migrants de trouver des places dans des familles dont les logements correspondent à certains critères, il est possible dans plusieurs cantons (notamment Vaud, www.evam.ch) d'accueillir un réfugié en signant une convention de sous-location et en étant rémunéré selon les normes d'assistance. Renseignements auprès des établissements cantonaux d'accueil des migrants.

En Suisse alémanique, le projet Wegeleben (www.wegeleben.ch), de Caritas Berne, cherche en outre des appartements à proposer en colocation aux migrants.

2 Nourrir Même si les besoins de base des migrants sont couverts par l'Etat, la nourriture joue un rôle essentiel dans les échanges. «Sans y mettre de grands moyens, on peut par exemple inviter les enfants d'un centre à partager un pique-nique, ou inviter des adultes chez soi

pour le dîner, explique Stefan Frey, de l'OSAR. Ce qui compte, c'est l'aspect humain.» Renseignements directement auprès des centres d'accueil ou des communes où vivent les réfugiés en appartement.

3 Enseigner Tous les migrants qui arrivent en Suisse romande ont besoin d'apprendre le français. Des cours sont organisés par les différentes associations qui les soutiennent, comme le GAMEP à Epalinges.

4 Donner de l'argent La Chaîne du Bonheur a notamment lancé une collecte cette semaine en faveur des réfugiés. Les dons peuvent être versés sur le compte 10-15000-6, assortis de la mention «réfugiés», sur le site www.bonheur.ch ou via l'application Swiss Solidarity.

5 Donner ses points La Solicarte permet d'offrir ses points Cumulus à des réfugiés. En Suisse alémanique, différents groupes collaborent avec des organisations régionales

bouge, la Suisse politique dort

d'action sont nombreuses, même si les réfugiés n'affluent pas. La classe politique, elle, est plutôt muette.



A Epalinges, sur les hauts de Lausanne, d'autres n'ont pas non plus attendu d'être hantés par l'image d'un enfant noyé pour se demander quoi faire. Dans cette commune cossue aux villas bordées de haies de thuyas, une association (GAMEP) s'est formée après l'ouverture d'un abri de la protection civile, en septembre dernier. Un an plus tard, on compte à Epalinges deux fois plus de bénévoles (une centaine au total, dont une vingtaine est très active) que de requérants d'asile. Course à pied, cours de français, art-thérapie, cuisine, visites à la ludothèque ou au musée, aide pour trouver un appartement. «Plus on avance, plus on se rend compte de tous les besoins qu'ils ont», confie Eva Roth-Kleiner, qui consacre un jour par semaine à ses protégés en plus de son travail de médiatrice culturelle.

Lorsque des personnes arrivent en Suisse pour y demander l'asile, tout est à faire. Notamment avec les jeunes gens originaires d'Erythrée, qui constituent la majorité des requérants d'asile en Suisse. Martine Meulemans, qui s'investit depuis le mois de février, est ainsi allée à plusieurs reprises faire des courses avec des migrants: «Parfois, il faut expliquer la différence entre le savon et le shampoing, les aider à distinguer un paquet de biscuits d'un paquet de thé. C'est aussi basique que ça. On est également allé visiter l'aéroport (*les Erythréens n'en avaient jamais vu*) et la gare.»

De gestes en sourires timides, des amitiés se créent. «Hier, j'ai passé toute la journée à aider l'un d'entre eux, qui a dû partir aux urgences, confie Eva Roth-Kleiner. Il m'a dit: «Tu prends soin de moi comme une maman.» C'est vrai que j'ai un fils de son âge (17 ans), et j'aimerais que quelqu'un l'aide s'il était dans cette situation.»

Assise sur un muret dans la cour du collège où se situe l'entrée de l'abri, Martine Meulemans raconte ses appréhensions du début: «Quand on a appris que ce seraient des hommes célibataires, on s'est un peu méfié. Mais ce sont des gens très doux, qui se sentent très seuls, et qui nous témoignent une grande reconnaissance. Ces contacts nous apportent beaucoup, à nous aussi.»

«Les images passent»

Alors qu'à l'étranger les politiques aussi réagissent au drame des réfugiés, ils restent ici désespérément muets. Sollicité, Gaël Bourgeois, porte-parole du Parti socialiste suisse, souligne que «les migrants syriens qui arrivent en Europe sont là pour longtemps. Il faut donc leur offrir des cours de langue, leur favoriser l'accès au marché du travail et accélérer le rythme des procédures d'octroi de l'asile.» Quant à l'UDC, elle estime que les images n'ont pas à influencer son opinion. «Elles font très mal, admet Claude-Alain Voiblet, vice-président du parti. Mais les images passent et la réalité des problèmes de l'asile reste. La proposition d'un moratoire, qui sera discutée au Parlement mercredi prochain, est plus que jamais d'actualité.»

Qu'en est-il des milieux économiques, alors qu'en Allemagne le patronat accueille favorablement cette force de travail supplémentaire? «Pour l'instant, l'accent est mis sur les seniors, les femmes et les chômeurs», répond Cristina Gaggini, membre de la direction d'Economie-Suisse. Jean-François Rime, président de l'Union suisse des arts et métiers, s'exprime à titre personnel: «Je ne crois pas à cette solution. Pour un migrant qui travaille, il y en a quatre qui ne travaillent pas et qui sont en Suisse dans le cadre du regroupement familial.» ●

«J'aimerais remercier ce pays»

Témoignage Alan et sa famille se sont réfugiés en Suisse, après avoir fui la guerre qui fait rage chez eux, en Syrie. Le long travail d'intégration ne fait que commencer.

«Bonjour.» C'est dans un français de débutant qu'Alan (33 ans) nous accueille dans son appartement de Renens (VD). Lui et sa femme, Zozan (28 ans), ont fui la guerre qui ébranlait leur ville kurde de Qamishlo, dans le nord de la Syrie. Ils ont rejoint la Suisse en janvier 2014 grâce à un visa humanitaire. «Nous sommes venus ici pour donner un avenir à notre fils, Avak», explique le papa. Sa femme était enceinte lors du voyage vers l'Europe. Elle a accouché juste après avoir franchi la frontière helvétique.

Alan et Zozan suivent les cours de français de l'Etablissement vaudois d'accueil des migrants (EVAM). Une volonté d'intégration qui prend des formes multiples. Pour la parfaire, Alan rêve d'une chose, travailler: «La Suisse nous a accueillis à bras ouverts. J'aimerais la remercier en travaillant. Mais, ici, on ne me permet pas de le faire.» Alan a obtenu un permis F. Un statut de séjour qui est à la fois un cadeau et une forme de piège. Il donne le droit de rester en Suisse, mais doit être renouvelé chaque année. Ce qui n'est pas vu d'un bon œil par les employeurs. «Je suis prêt à travailler gratuitement», lance Alan, comme par défi.

Chez lui, à la frontière turco-syrienne, l'universitaire cumulait deux emplois: «Le matin, j'étais professeur de sport. L'après-midi, je pratiquais dans un salon de coiffure.» Il jouait aussi dans l'équipe locale de badminton. Pour Alan, le boulot créerait aussi du lien social. «Je ne connais pas encore beaucoup de Suisses. Mais cela va venir avec le temps», espère-t-il.

A la maison, Alan et Zozan mêlent les deux cultures dans tous les détails de la vie quotidienne. L'odeur d'un plat exotique flotte: «C'est le tawa. Une recette traditionnelle syrienne.» Alan précise qu'il le cuisine désormais avec les tomates, la viande hachée et les patates du Pays de Vaud. «J'aime bien la fondue, mais j'aime aussi les plats de mon pays. D'ailleurs



Zozan, Avak et Alan sont arrivés en Suisse en janvier 2014. Dom Smaz

«Nous sommes venus ici pour donner un avenir à notre fils, Avak»

Alan, réfugié syrien, arrivé en Suisse en 2014 avec sa famille

voulez-vous rester manger avec nous?» poursuit-il.

Nous n'avons malheureusement pas eu le temps de partager ce repas. Nous en avons eu assez, en revanche, pour boire le café turc accompagné de biscuits au beurre de la Migros dans le salon d'Alan. Très sobre, la pièce respire elle aussi le mélange des cultures. Les meubles Ikea se dressent sur des tapis persans. Aux murs, le tableau d'un bazar oriental affronte une peinture du Cervin. «Je l'ai achetée sans savoir que c'était le Cervin. J'aime les montagnes suisses. C'est comme chez moi.»

Dans le salon, la télévision est restée allumée durant tout l'entretien. Sur l'écran, une chaîne kurde diffuse des images de martyrs morts au combat; des chants traditionnels rythment le montage. «C'est mon lien direct avec le pays. Je veux être informé de ce qui s'y passe», explique-t-il. Lorsqu'il a vu la photo, qui a fait le tour du monde, du cadavre du petit migrant Aylan, Alan dit que son cœur s'est arrêté. «Il vivait à Kobané, à côté de chez moi», explique-t-il.

Alan et Zozan veulent s'intégrer, tout en conservant l'espoir de rentrer un jour au pays. Selon eux, tout dépendra de la durée de la guerre. «Quel âge aura notre fils lors du retour à la paix? Si trop d'années passent, Avak sera déjà bien intégré en Suisse. Et alors que devons-nous faire?» demandent-ils en regardant leur fils qui mange les biscuits au beurre de la Migros. **Dominique Botti**

«Si des gens ne m'avaient pas aidé, je ne serais pas en train de vous parler aujourd'hui»

Petar Mitrovic, photographe vaudois

mois au minimum, il ne faut pas laisser ces aspects de côté, car ils peuvent créer des tensions.» Evi Kassimidis rappelle en outre que dans certains cantons, dont Vaud, il est possible d'accueillir chez soi un migrant sur la base d'un simple contrat de sous-location.

Si l'on ne dispose pas d'une infrastructure suffisante, on peut également suivre l'exemple du cinéaste lausannois Fernand Melgar, auteur de «La forteresse», qui a décidé d'agir cette semaine. «Je n'ai pas la possibilité d'accueillir quelqu'un chez moi, mais je connais bien le centre d'enregistrement de Vallorbe, et je sais qu'il y a des familles qui dépriment là-bas. Je me suis adressé aux aumôniers et j'ai proposé de réitérer une expérience que j'avais déjà faite par le passé: emmener certaines en week-end, pour visiter la vallée de Joux, Lutry ou le port de Vidy. Je vois ça comme une parenthèse, un moment doux qui leur permet d'entrer en contact avec des gens d'ici.»

qui s'engagent dans le domaine de l'asile et de la migration. Le projet est en cours de planification en Suisse romande. (solicarte.ch/fr).

6 Donner des vêtements ou des jouets On peut donner ses vêtements en bon état à la collecte de textiles organisée par Caritas. Ces dons profitent notamment aux requérants d'asile ou aux réfugiés. Sont particulièrement recherchés des affaires pour bébés bien entretenues, des habits d'hiver, des chaussures et du linge de maison.

Selon les régions, les Caritas reçoivent volontiers des jouets, des articles ménagers, des vélos et des meubles.

7 Coacher De nombreuses organisations offrent à des réfugiés d'être coachés par des bénévoles, notamment lorsqu'ils font des démarches administratives ou recherchent un appartement, ce qui peut s'avérer très compliqué. A Neuchâtel, le projet LINK de Caritas, actuellement en phase test, met ainsi en lien des réfugiés statutaires avec des bénévoles dans ce but (www.caritas-neuchatel.ch).

Pourquoi les Syriens ne semblent-ils pas viser la Suisse?

► Alors qu'une vague de réfugiés était attendue à Buchs (SG) cette semaine en provenance de Budapest et de Vienne, reliées par des trains directs, seuls quelques dizaines d'entre eux sont descendus dans cette gare située à la frontière avec le Liechtenstein. «On ne peut pas prédire l'avenir, mais, pour l'instant, tout est calme», se réjouissait Hanspeter Krüsi, porte-parole de la police cantonale saint-galloise, joint en fin de semaine.

De quoi frustrer les velléités d'engagement des centaines de citoyens suisses qui souhaitent faire un geste en faveur des migrants. Mais pourquoi les réfugiés que nous voyons dans nos journaux et sur nos écrans n'arrivent-ils pas jusqu'à nous? D'abord, parce que les routes migratoires actuelles ne passent pas par la Suisse. «Quand on leur demande où ils vont, ils ont souvent une idée très précise de l'endroit, raconte Igor Mitrovic,

qui travaille à Belgrade pour ADRA Serbie, une ONG qui intervient auprès des réfugiés et bénéficie du soutien financier de la Chaîne du Bonheur suisse. Ils ont le nom d'une ville, voire d'une rue précise, où habitent des connaissances ou des membres de leur famille. Leur première destination est l'Allemagne, puis la Suède, la Norvège et l'Autriche.»

Sur le terrain, lorsque nous l'avons joint par téléphone cette

fin de semaine, Igor Mitrovic a posé la question à un groupe de réfugiés qui passaient près de lui. «Aller en Suisse, c'est trop compliqué et les lois sont trop restrictives», ont-ils répondu.

Selon *Le Temps*, la Suisse est en outre classée, sur une page Facebook destinée à aider les réfugiés dans leur périple, au deuxième rang des Etats à éviter absolument en Europe, parce qu'elle «traiterait les étrangers comme des criminels».